

BRESIL : QUE SIGNIFIE LA VICTOIRE DE LULA ?

Enfin, après trois tentatives ratées, Luiz Inacio Lula da Silva vient d'être élu président du Brésil. Lors du deuxième tour des présidentielles, avec 61 % des voix contre 38 %, Lula a en effet obtenu une écrasante victoire sur le candidat officiel du gouvernement sortant, José Serra. Cette victoire, avec ses répercussions mondiales et, plus particulièrement, latino-américaines, suscite un approfondissement du débat déjà entamé, aux mêmes échelles, pendant la campagne électorale. Ce débat porte, en premier lieu, sur la signification réelle de la victoire ; en deuxième lieu, mais c'est bien plus important encore, il porte sur le caractère du gouvernement que conduira Lula et, par conséquent, sur notre attitude à son endroit.

Un grand désir de changement

La première conclusion que nous devons tirer : **ces résultats expriment le profond sentiment d'opposition d'une très large majorité des travailleurs et du peuple brésilien envers le gouvernement de F. H. Cardoso.**

Pendant huit ans, le gouvernement s'est plié devant l'impérialisme, laissant gagner du terrain à la colonisation du pays : Cardoso a en effet gouverné pour assurer le paiement de la dette externe (une des plus importantes au monde) avec les privatisations, les attaques contre les salariés, contre les conquêtes sociales.... Politique qui, d'une part, a mené le pays au bord de la banqueroute (avec une très grave crise financière et avec une monnaie qui a chuté au quart de sa valeur initiale) et qui, d'autre part, a grandement approfondi le chômage, la pauvreté, la famine, la misère. Les masses brésiliennes ont donc voté contre le gouvernement et sa politique, dont elles ont été les victimes, de pénurie économique et sociale. Cela explique pourquoi le candidat officiel a été le grand vaincu de ces présidentielles : malgré le soutien de l'appareil de gouvernement dont il a bénéficié, Serra a à peine obtenu 27 % des voix au premier tour.

Les masses se sont saisies de la candidature de Lula pour manifester leur *bronca* et leur mécontentement : les résultats expriment **leur grand désir de changements** pour en finir avec la situation actuelle. Ce n'est pas par hasard si, quelques jours avant les élections, dix millions de Brésiliens se sont prononcés contre la ZLEA (ALCA en espagnol, Zone de Libre Echange des Amériques, dernier instrument de la colonisation USA), lors d'un "plébiscite" non officiel, consultation pourtant boycottée par le P.T.

Lula s'est déjà engagé auprès du FMI et de l'impérialisme

Malheureusement, **le désir de changement des masses brésiliennes, et leur espoir d'améliorer leurs conditions de vie grâce au gouvernement Lula, seront écrasés par la réalité** car, pour les travailleurs, celui-ci ne représentera aucun progrès politique par rapport à l'administration précédente : au contraire, le gouvernement Lula s'inscrit dans la continuité des plans de misère et d'obéissance à l'impérialisme appliqués par Cardoso.... Cette appréciation ne nous est pas dictée par notre "*incurable sectarisme*", mais c'est le P.T. et Lula, eux-mêmes, qui se sont chargés de l'annoncer en discours et dans les faits, tout au long de la campagne électorale.

En effet, premièrement, Lula et le P.T. ont conclu une alliance électorale avec le Parti Libéral, formation bourgeoise de droite ayant fourni le **candidat à vice-président, José Alencar**, patron bien connu du groupe textile "Coteminas" : dans ses usines, 15 000 ouvriers travaillent 12 heures par jour pour des salaires misérables et les salariés souhaitant se syndicaliser y sont persécutés.... Si cela ne suffit pas, faut-il encore rappeler que cet homme a appuyé le sanglant coup d'état de 1968 ? Pourtant, malgré ces références, pour Lula et le P.T., Alencar "*est le patron dont le Brésil a besoin*" ! Quelle différence avec les premières campagnes du P.T. quand on appelait à voter Lula parce que "*tous les autres candidats étaient des bourgeois*" !

Deuxièmement, au mois d'août, et avec tous les candidats du patronat, Lula a signé un accord avec le FMI pour s'engager, en cas de victoire, à réduire le budget de l'état, à diminuer les dépenses publiques, à poursuivre les privatisations et la destruction des conquêtes sociales.... Autrement dit : Lula s'est engagé à aggraver la famine et la misère pour garantir le paiement de la dette externe.

Troisièmement, Lula et le P.T. ont abandonné la bataille contre la ZLEA. C'est pourquoi, dans un premier temps, les représentants du P.T. ont boycotté la campagne pour le "*plebiscito*" (consultation populaire appelée par divers organismes représentatifs en octobre dernier. NDT) et, enfin, ils ont quitté la coordination chargée de l'organiser. Pire encore : après le premier tour des présidentielles, Lula a déclaré qu'il allait discuter avec le "*camarade Bush*" de l'intégration du Brésil à la ZLEA (au journal *Clarín* du 17/10/02) : mais où donc sont-elles passées les anciennes positions anti-impérialistes du P.T. ?

Le miroir argentin

La situation argentine constitue, sans doute, une des préoccupations majeures des patrons et des politiciens bourgeois brésiliens : ils cherchent tous comment empêcher que le Brésil n'arrive au même degré d'écroulement économique et financier. Mais ce qui les préoccupe avant tout c'est d'empêcher que, comme en Argentine, il n'éclate au Brésil une mobilisation révolutionnaire des masses : cette question fut, en fait, au centre du débat entre Lula et Serra, chacun revendiquant sur l'autre le titre de champion dans ce domaine.

Pour sa part, Lula a annoncé aux patrons que : "*personne mieux que moi ne représente la stabilité. Personne ne bénéficie comme moi du soutien du mouvement syndical, social et populaire.*" On ne peut pas le nier, Lula a été tout à fait clair : il usera de tout son poids, de tout son prestige de dirigeant des masses pour sauver le capitalisme et empêcher la révolution. Par-là, Lula et le P.T. ne font qu'approfondir leur rôle de "digue de contention" des luttes des travailleurs, rôle dans lequel ils se sont investis depuis une dizaine d'années.

C'est pourquoi, même s'ils auraient préféré la victoire d'un Serra, ni les grands patrons brésiliens ni l'impérialisme n'attaquent le futur gouvernement Lula mais, au contraire, ils se disposent à gouverner avec lui : la grande banque, à peine passé le premier tour, lui a déjà apporté son soutien ; les syndicats du patronat parlent du résultat électoral comme d'une "*victoire de la démocratie*" et le "*camarade Bush*" en personne (lui qui, pourtant, voit des ennemis partout) déclare "*souhaiter une relation constructive*" avec le gouvernement Lula (*Clarín*, du 28/10/02).

Un front populaire atypique

Lula, donc, sera à la tête d'un type de gouvernement connu historiquement sous le nom de Front Populaire. C'est-à-dire, un gouvernement dans lequel le parti et le dirigeant les plus importants de la classe ouvrière gouverneront avec des représentants de la bourgeoisie pour préserver le capitalisme et éviter la révolution (voir note annexe). Cependant, à la différence des gouvernements de front populaire typiques, dans celui de Lula il n'y aura pas "l'ombre de la bourgeoisie" (c'est ainsi que Trotsky désignait les secteurs secondaires du patronat), mais des véritables "poids lourds" de la bourgeoisie, comme Alencar, par exemple.

Par ailleurs, lorsque ce type de gouvernement survient dans un pays semicolonial, il revêt généralement des caractéristiques anti-impérialistes et se voit donc durement attaqué par l'impérialisme. Ce fut par exemple le cas du gouvernement Allende au Chili, de 1970 à 1973. Alors que, au contraire, et pour les raisons que nous venons d'évoquer, nous pensons que le gouvernement Lula sera, dès le début, résolument pro impérialiste.

C'est pourquoi nous estimons totalement erronée la position de ceux qui présentent la victoire de Lula comme le "changement possible". Ce n'est là que la position logique et inévitable de ceux qui ont réduit leurs objectifs à l'impossible et réactionnaire désir de "humaniser le capitalisme". Mais il y a beaucoup plus grave encore : des courants se définissant comme révolutionnaires soutiennent le gouvernement Lula. Ainsi par exemple l'UIT (Union Internationale des Travailleurs) dont le parti argentin (MST, Mouvement Socialiste des Travailleurs), dans sa déclaration du 08/10/02, non seulement se félicite de la victoire de Lula, mais de plus considère qu'il faut suivre son exemple en Argentine pour obtenir "*que se vayan todos*" ("qu'ils s'en aillent tous" : cri de ralliement du soulèvement populaire en Argentine, dès décembre 2001. NDT).

Aucune confiance dans le gouvernement de front Populaire. Non, au pacte social.

Pour toutes ces raisons, face à Lula, la LIT-CI et le PSTU du Brésil ont présenté la candidature du dirigeant métallurgiste Zé Maria de Almeida (voir note annexe). Pour ces mêmes raisons, la LIT-CI et le PSTU seront dès le premier jour avec les masses, pour appuyer leurs mobilisations contre l'impérialisme, qui tendront à se retourner contre le gouvernement dans la mesure où celui-ci respectera ses engagements d'obéissance au FMI.

Nous appelons les travailleurs brésiliens à ne pas déposer leur confiance, si minime soit-elle, dans le gouvernement. Ainsi que Zé Maria l'a dit dans sa lettre à l'occasion du second tour : "*nous disons à tout le peuple désirant des changements que, pour les obtenir, il faudra d'ores et déjà préparer la mobilisation populaire (.....) Le PSTU souligne en particulier que, contrairement à la proposition de Lula, les travailleurs ne doivent accepter aucun pacte social. En effet, le "pacte social" signifie davantage de sacrifices pour le peuple pour payer les intérêts de la dette et accroître les gains des riches.*" Dans un premier moment, cet appel se concrétisera, certainement, par des tactiques d'exigences diverses en direction du gouvernement de Lula pour satisfaire les besoins des masses, dans la mesure où celles-ci garderont leurs espoirs dans celui qu'elles considèrent comme "leur gouvernement".

Mais le devoir du parti révolutionnaire est d'expliquer aux masses, patiemment, le véritable caractère de ce type de gouvernement de collaboration de classes. Car, en effet, le gouvernement, le patronat et l'impérialisme chercheront à utiliser les illusions des travailleurs pour les démobiliser. Nous avons cependant pleinement confiance dans la capacité de ces derniers à faire leur propre expérience et à rompre la digue de contention représentée, aujourd'hui, par Lula et le P.T.

Deux processus pourraient ainsi s'ouvrir, d'importance capitale pour les travailleurs et les peuples du monde entier. Premièrement, le retour à l'avant de la scène du prolétariat le plus nombreux de l'Amérique Latine et, combiné à la situation argentine, le développement d'un processus de révolution à l'échelle continentale. Deuxièmement, l'existence du PSTU, en tant qu'alternative face au possible éclatement du P.T., pourrait permettre la construction, au Brésil, d'un grand parti révolutionnaire avec influence de masse et capable de diriger la lutte vers le seul vrai changement possible : la révolution ouvrière et socialiste. Pour tous ceux qui misent sur la construction de la direction révolutionnaire du prolétariat, il est indispensable d'accompagner et de soutenir une telle expérience. De leur part, la LIT-CI et le PSTU feront tout pour développer la construction du parti révolutionnaire au Brésil.

*

UN FRONT POPULAIRE PRO IMPERIALISTE

*Gabriel Massa et Alejandro Iturbe
Buenos Aires*

Il y en a qui soutiennent que, en assumant le gouvernement du Brésil, Lula se trouve à la tête d'une expérience nouvelle et inédite. Pourtant, la base de son programme, **l'unité d'organisations et dirigeants ouvriers avec des secteurs du patronat**, n'a rien de bien original. En effet, le 20ème siècle vit une pléthore d'expériences de ce type et, à chaque fois, les organisations et dirigeants ouvriers ont justifié leur participation à de tels gouvernements (ainsi que l'unité avec la bourgeoisie), prétextant le besoin de faire face ensemble à quelque danger ou à quelque ennemi qui souvent, par ailleurs, existaient véritablement. En même temps, ils expliquaient aux travailleurs que "ce gouvernement est le vôtre" et qu'ils ne devaient donc pas se battre contre lui. Ainsi, ces gouvernements ont été maintes fois utilisés pour freiner ou renverser des processus révolutionnaires et pour sauver le capitalisme lors de crises extrêmes.

Le gouvernement de Kerenski en 1917

En Russie, après la révolution de février 1917 qui renversa la monarchie tsariste, Alexander Kerenski accéda au gouvernement représentant les dits *socialistes révolutionnaires* (parti de grande influence parmi les paysans) ; dans ce gouvernement participaient également les *mencheviks* (aile droite du mouvement socialiste), ainsi que des représentants de la bourgeoisie libérale. Kerenski prônait que, avec ces bourgeois, il fallait défendre la démocratie fraîchement conquise contre les forces qui prétendaient restaurer la monarchie du tzar et qu'il fallait poursuivre la guerre inter-impérialiste contre l'armée de l'empire allemand. Mais les masses, elles, souhaitaient la paix et voulaient en finir avec la guerre et ses séquelles, pénurie et famine. Les paysans, de leur part, réclamaient la répartition des immenses propriétés agricoles. Très rapidement, ils ont tous compris la tromperie du gouvernement Kerenski. Aussi, l'existence du *parti bolchevique* de Lénine et Trotsky permit de bien engager le processus qui, en octobre 1917, allait

mener les soviets des ouvriers, soldats et paysans à la prise du pouvoir et à la première révolution ouvrière et socialiste victorieuse de l'Histoire.

La politique du front populaire devient officielle

Cependant, c'est l'Internationale Communiste bureaucratifiée et dirigée par Staline qui, la première, généralisa et officialisa cette politique dans les années 30, au cours 20ème siècle, la baptisant du nom de "Front Populaire". L'argument utilisé à l'époque, ce fut le besoin d'un front uni contre l'avancée du fascisme qui, de l'Allemagne et de l'Italie, menaçait de prendre possession de toute l'Europe. C'est pourquoi fut impulsée la constitution de tels fronts et de tels gouvernements : socialistes et communistes avec des forces de la bourgeoisie, "républicaine" (dans le cas de la révolution espagnole de 1936-39), et "démocratique" (dans le cas de la révolution française de 1937). Le résultat de ces gouvernements de fronts populaires au pouvoir fut qu'ils lièrent les mains aux travailleurs et aux paysans, entraînant la défaite des deux révolutions et ouvrirent la porte à l'avancée de Hitler et Mussolini et de la 2ème guerre mondiale.

Trotsky a critiqué durement cette politique de Staline et désigna le front populaire comme "l'avant-dernière tranchée" pour sauver le capitalisme de la révolution (la "dernière tranchée" étant le fascisme et la contre-révolution sanglante). Il dit aussi très clairement que le front populaire, loin d'être un outil pour freiner le fascisme, favorise au contraire la victoire de ce dernier. C'est pourquoi Trotsky a opposé au front populaire, d'une part, une politique de "front unique" des partis et des syndicats ouvriers pour lutter contre le fascisme et, d'autre part, la nécessité de continuer la bataille pour la révolution ouvrière et socialiste.

Le front populaire anti-impérialiste

Plus tard, dans les années 50, 60 et 70, le stalinisme impulsa des "fronts communs anti-impérialistes", dans les pays latino-américains et autres régions dominées par l'impérialisme, pour obtenir la "libération nationale". Dans ce domaine, l'expérience la plus connue est celle menée par Salvador Allende au Chili, de 1970 à 1973. Le gouvernement d'Unité Populaire prit, en effet, quelques mesures anti-impérialistes, comme certaines nationalisations d'industries, et fut rapidement attaqué par les USA et par la droite. Mais, en même temps, le gouvernement Allende freina en permanence les travailleurs et les masses (qui, eux, voulaient s'engager à fond dans la lutte) et chercha à se concilier ses ennemis ; il ne faut pas oublier, par exemple, que ce fut Allende en personne qui désigna (et confirma) le général Pinochet comme chef de l'armée chilienne. Quelques mois plus tard (le 11 septembre 1973), le même Pinochet allait diriger un coup d'état pour renverser le gouvernement d'Unité Populaire, (entraînant la mort d'Allende), et imposer une des dictatures les plus sanglantes de l'Histoire, avec le soutien résolu de la CIA et du gouvernement USA. Loin d'obtenir la "libération nationale", cette expérience de front populaire mit le Chili sous le contrôle absolu de l'impérialisme.

D'une certaine manière, le Venezuela a le malheur de connaître, actuellement, une expérience à la chilienne, même si les mesures du gouvernement de Hugo Chavez contre l'impérialisme sont beaucoup plus légères que celles du gouvernement Allende en son temps. Mais, comme celui-ci, Chavez concilie en permanence avec ses ennemis putschistes et pro impérialistes et empêche les travailleurs et les masses de liquider ce cancer.

Un front populaire pro impérialiste

Cependant, cette version de front populaire inaugurée par Lula, est à la droite de toutes les précédentes : alors qu'il n'y a pas de menace fasciste, Lula annonce ouvertement qu'il ne s'en prendra pas à l'impérialisme mais, au contraire, il accepte toutes les injonctions du FMI et rejette la bataille contre la ZLEA. Bien entendu, l'impérialisme s'est empressé de le féliciter pour ses positions et sa "modération".

En réalité, ce front populaire, même dirigé par un leader ouvrier comme Lula, est beaucoup plus proche de l'Alliance qui a gouverné l'Argentine jusqu'à décembre 2001, sous le mandat de Fernando de la Rúa, gouvernement qui a compté avec le soutien de la direction de la CTA (Centrale des Travailleurs Argentins), dont beaucoup de cadres ont alors occupé des postes gouvernementaux. Ce n'est pas par hasard si, aujourd'hui, la direction de la CTA fête la victoire de Lula au Brésil, et s'en réclame même. En effet, comme il est bien connu, le gouvernement de l'Alliance eut comme caractéristique principale celle d'avoir fait une totale allégeance au FMI, en affamant et réprimant le peuple jusqu'à ce que la révolution de décembre 2001 le mit à la rue.

D'emblée, et avant même son accès au gouvernement, Lula a explicitement annoncé son intention d'empêcher que le Brésil devienne une nouvelle Argentine, c'est-à-dire éviter à un pays capitaliste colonial, en situation de crise terminale, les convulsions de la révolution ouvrière et populaire. Au cours des prochains mois, nous assisterons au drame des illusions frustrées des travailleurs du plus grand pays latino-américain. Et nous verrons, également, Lula déployer tous ses efforts pour contenir l'indignation populaire, au nom de l'unité avec les "bons" patrons.

Contre la tromperie du front populaire de Lula, la LIT et sa section brésilienne, le PSTU, proposent la voie révolutionnaire indiquée par Lénine et Trotsky et appellent à se battre pour un gouvernement des organisations ouvrières et populaires, un gouvernement indépendant de toute force liée au patronat.

*

LE P.T. ET LE PSTU

*Alejandro Iturbe,
Buenos Aires*

Dès le début, l'histoire du P.T. et celle du PSTU ont été étroitement liées. En effet, c'est **Convergencia Socialista** (organisation appartenant au courant trotskiste qui allait fonder la LIT-CI) qui, la première, a proposé la constitution d'un parti des travailleurs au Brésil et a, ensuite, impulsé sa construction avec Lula et autres dirigeants syndicaux. Ainsi par exemple, le candidat du PSTU aux dernières présidentielles, le dirigeant métallurgique Zé Maria, a été un des fondateurs du P.T. et de la CUT et a partagé, avec Lula, des nombreuses luttes et arrestations.

Le P.T.

Le P.T. a été fondé en 1980. Comme le signale Cyro Garcia, un autre fondateur du P.T. (et également militant trotskiste) : "*Le P.T. est né dans une logique de rupture avec le régime, une nouveauté dans le panorama politique du Brésil*" ("*Le P.T. des origines n'existe plus*", in *Le Marxisme Vivant* n° 4, décembre 2001). Cette rupture avec le régime s'était exprimée à travers quatre points :

- a) Le P.T. se déclarait ouvertement comme étant un parti de classe. C'est pourquoi une de ses premières consignes a été : "*travailleur, vote pour un travailleur*"
- b) Le P.T. s'opposait ouvertement au régime politique en place (une dictature militaire dissimulée par des élections truquées) et appelait à le combattre. C'est pourquoi une des batailles les plus importantes, à partir de 1984, a été celle menée pour des véritables élections libres ("*directas ya*").
- c) Le PT appelait à se battre contre l'impérialisme qu'il désignait comme le responsable ultime de la misère des travailleurs et des masses.
- d) Le P.T., même s'il ne s'était jamais réclamé de la révolution socialiste, proclamait toujours que l'objectif ultime de sa bataille était le socialisme.

Pour toutes ces raisons, sans être un parti révolutionnaire, le P.T. a joué un rôle très progressif dans la vie politique du Brésil au cours de ses 10 premières années d'existence : il a organisé des milliers de militants, il a impulsé et participé activement aux luttes des travailleurs, tout en les aidant à développer leur conscience politique. Pendant toutes ces années, les militants brésiliens de la LIT-CI ont milité au P.T. dans le courant **Convergence Socialiste**.

Cependant, au fur et à mesure qu'augmentait l'influence et le poids du P.T. (ce qui s'exprimait à travers les urnes), la direction luliste modifiaient de plus en plus les positions et le caractère du parti. Le moment crucial de ce tournant peut être situé au début des années 90, pendant le gouvernement de Collor de Mello (le premier élu par des élections directes), renversé par les masses qui l'ont estimé corrompu. C'est au cours de cette bataille contre Collor, que le P.T. a commencé à réagir pour freiner les masses. Ensuite, le processus de virage à droite s'est accentué, dans les années 90, au cours des différents gouvernements de Fernando Henrique Cardoso.

Le caractère de classe des origines fut remplacé par une politique cherchant à conclure des alliances avec des secteurs de la bourgeoisie, des secteurs chaque fois plus importants et plus droitiers, jusqu'à l'arrivée du chef d'entreprise José Alencar. La politique de classe des origines, exprimée à travers la consigne "*travailleur, vote pour un travailleur*", fut remplacée par une politique appelant à constituer des fronts avec la bourgeoisie. L'opposition au pacte social fut abandonnée au profit du titre de **champions du pacte social**, Lula et le P.T. se proclamant les seuls capables de faire du pacte social une réalité. La lutte contre l'impérialisme a sombré dans l'actuel accord avec le FMI et l'allégeance à la ZLEA. A la lutte pour le socialisme a succédé l'objectif réactionnaire "d'humaniser le capitalisme" et, par conséquent, le soutien apporté aux luttes des travailleurs a cessé d'exister. Le P.T. n'est plus "un parti en rupture avec le régime" mais, au contraire, un parti parfaitement intégré au régime ; un parti qui n'a plus aucun rôle progressif mais qui sert, au contraire, de digue de contention aux luttes et à la conscience des travailleurs et des masses.

Le PSTU

Pour sa part, le PSTU a commencé à se construire en 1992, à l'occasion de l'expulsion du courant "Convergence Socialiste" et autres courants et groupes du P.T., par la direction luliste, en raison de différences méthodologiques et politiques. Beaucoup de courants de gauche, restés dans le P.T., ont estimé alors que la constitution du PSTU était une politique "suicidaire" : ils ont argumenté qu'il n'y avait pas d'espace pour construire un parti à la gauche du P.T. et que, ce faisant, on se coupait des masses et on allait tout droit à l'échec. La réalité a montré que c'étaient là des fausses prédictions : le PSTU n'a pas seulement survécu à une mort annoncée mais, en plus, il s'est consolidé et développé. Aujourd'hui, aussi bien le PSTU que Zé Maria sont connus des travailleurs de tout le pays, alors que ces autres courants ont dû avaler des couleuvres et s'adapter au grand écart droitier, s'accrochant, en dernière instance, aux postes et prébendes que le P.T. leur accorde.

Bien entendu, le PSTU est beaucoup plus petit que le P.T., et beaucoup plus petit encore si l'on compare les 400 000 voix de Zé Maria avec les millions de Lula. Cependant, l'existence d'un parti révolutionnaire, d'avant-garde, connu au niveau national est d'une vitale importance pour l'avenir de la situation brésilienne : un tel parti signifiera une claire référence pour des milliers de militants qui, même quand ils ont soutenu Lula, ils l'ont fait avec une profonde méfiance. Un tel parti est l'outil indispensable pour aider et accompagner des millions de travailleurs dans leur expérience face au gouvernement de Lula. Enfin, quand les travailleurs auront démoli la digue de contention dressée par Lula et le P.T., un tel parti sera un des principaux ciments dans la construction d'un parti révolutionnaire, avec influence de masses, dans le plus grand pays latino-américain.

*
* *